



**« Assurer la disponibilité et l'accès aux aliments issus de l'agriculture locale pour les familles vulnérables dans le Département du Sud-Est, Haïti »
2022/SPE/0000400063**

Termes de référence¹

Etude de mécanisme de production et commercialisation de la filière de Gingembre dans le département du Sud-Est d'Haïti

« Chaîne de valeurs et entrepreneuriat agricole »

Financement

**Agence Espagnole de Coopération Internationale
pour le Développement (AECID)**

JUILLET 2023

¹ La politique de MIPROS encourage vivement les candidatures féminines.

TERMES DE RÉFÉRENCE

MECANISME DE PRODUCTION, COMMERCIALISATION, TRANSFORMATION ET IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE LA FILIERE GINGEMBRE AU NIVEAU DU SUD-EST, HAÏTI

A) ANTECEDENTS

D'une part, **MOUVEMENT D'INTÉGRATION POUR LA PROMOTION SOCIALE** (www.mipros.org) est une Organisation Non Gouvernementale de Développement (ONGD) siglée MIPROS fondée le 7 Janvier 1997 dans la Commune de Croix-des-Bouquets dans le département de l'Ouest d'Haïti et légalement constituée et reconnue par l'Etat haïtien à travers le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE). MIPROS œuvre dans le secteur de la coopération au développement et noue de solides partenariats conjointement à plusieurs organisations internationales, nationales et locales ainsi que des institutions étatiques dans le cadre d'exécution de projets durables à la résilience des populations vulnérables et des communautés locales. Actuellement, MIPROS est active dans huit communes du pays : Petit-Goâve, Croix-des-Bouquets, Ganthier, Jacmel, Cayes-Jacmel, Grand-Gosier, Thiotte et Anse-à-Pître.

En effet, l'ONGD **MOUVEMENT D'INTÉGRATION POUR LA PROMOTION SOCIALE** travaille en Haïti dans les départements de l'Ouest et du Sud-Est de concert avec un réseau d'organisations locales en particulier dans la zone d'implémentation du projet dans l'Arrondissement de Jacmel. Ce partenariat s'inscrit dans la continuité et le long terme. Avec le soutien des autorités publiques, MIPROS entend engendrer des mécanismes durables de gestion et de création de richesses, de valeurs ajoutées en faveur des catégories et groupes divers spécialement des populations marginales et défavorisées.

D'autre part, les présents Termes de Référence (TdR) expliquent les exigences d'une consultation à la réalisation d'une étude de la filière de gingembre de la production à la consommation au niveau du département du Sud-Est dans la zone de mise en œuvre du projet à travers l'axe d'appui aux producteurs et productrices de gingembre dans la 4^e Section Communale de Michineau Fonds-Melon de la Commune des Cayes-Jacmel et plus largement dans la zone agricole de Cap-Rouge.

Présentation de l'intervention

Cette intervention se situe dans le sillage des actions d'appui aux producteurs-trices et dans la promotion de l'entrepreneuriat agricole dans le département du Sud-Est à travers les principales communes de Jacmel et des Cayes-Jacmel. MIPROS met en place un complexe agricole faisant la promotion des services aux producteurs du département. Par la présente intervention, les filières porteuses seront à nouveau supportées et complétées vers la satisfaction des besoins alimentaires des ménages locaux dans le Sud-Est en particulier dans la zone de travail en considérant les catégories les plus faibles et les plus vulnérables. Seulement les intrants suivants seront priorisés pour la mise en place de parcelles agricoles de chou, d'épinard, d'aubergine, de piment et de gingembre. Ces produits ont une forte demande sur le marché local et national. Des milliers d'agriculteurs et d'agricultrices y fondent leur revenu.

Par ailleurs, deux autres axes de travail seront développés. Il s'agit de : l'introduction d'un micro système d'arrosage goutte-à-goutte (MISAGG) destiné à l'irrigation des jardins familiaux (SJF) permettant de produire pendant les périodes de sécheresse et de soudure. Dotée d'un système de stockage d'eau, l'irrigation goutte-à-goutte facilitera une rationalisation de l'utilisation de l'eau et l'optimisation des capacités des plantations maraichères à une augmentation de la productivité ; puis, le renforcement des capacités du Centre Agricole pour la desserte d'une plus grande population d'agriculteurs et de consommateurs.

Spécifiquement, le projet comprend cinq sous-axes de travail qui promeuvent les activités suivantes :

- Axe Système d'Arrosage Goutte-à-Goutte (SAGG) : (1) Signature d'un accord de gestion des unités de système d'irrigation goutte-à-goutte des jardins familiaux du Système des Jardins Familiaux (SJF) ; (2) Mise en place d'un mécanisme de sélection de 30 petits producteurs et petites productrices locaux sur la base de critères acceptés parmi les 250 Petits Producteurs Locaux (PPL) à travers les dix Comités d'Habitation du Système de Jardins Familiaux (CHSJF) déjà fonctionnels depuis Avril 2021 ; (3) Lancement d'un fonds communautaire d'appui à l'irrigation goutte-à-goutte pour la production maraichère géré par les dix Comités d'Habitation ; (4)

Construction de 30 Micro Système d'Arrosage Goutte-à-Goutte (MISAGG) capable d'irriguer 5 à 7 hectares pour la production de 600 mille gallons d'eau l'an s'il sont remplis 15 à 20 fois à intervalle des saisons agricoles ; (5) Capacitation des PPL et des CHSJF dans la gestion des SAGG et la production maraîchère (chou, aubergine, piment et épinard).

- Axe Appui à la Filière de Production du Gingembre (AFIPROG) : (1) Etude de la filière de production de gingembre dans le Sud-Est ; (2) Promotion du gingembre dans les espaces évènementiels et communicationnels tels que les foires, les émissions radiophoniques, etc. ; (3) Mise en place de 110 parcelles plantées en gingembre (4.5 hectares maximum) ; (4) Cycle de formation technique sur la production du gingembre ; (5) Réalisation de travaux de conservation du sol et de l'eau à Michineau et Haut Cap-Rouge (dans la partie en amont du bassin versant de Cayes-Jacmel).
- Axe Entrepreneuriat Agricole et Promotion Entrepreneuriat Féminin (EAPE) : (1) Appui en équipements d'une salle de formation dédiée au renforcement des capacités des producteurs et des productrices dans le département du Sud-Est, la recherche et la sensibilisation des acteurs et exploitants du secteur agricole ; (2) Appui en infrastructure à la mise en place de dix(10) unité de transformation du gingembre et d'une unité de stockage et conservation des grains au niveau du Centre Agricole soutenu antérieurement par deux financement de l'AECID (2020/SPE/0000400022 PROSAN I et HAITI 2020PRYC000838) ; (3) Formation et sensibilisation des producteurs et productrices sur l'entrepreneuriat, le leadership et le genre en organisant des conférences, des ateliers spéciaux en fonction des besoins des publics cibles, des cours diplômant, etc.
- Axe Epargne et Economie de Rente (EER) : (1) Soutenir les petits producteurs et petites productrices en récupérant et en consolidant les pratiques d'épargne domestique par l'accompagnement des mutuelles solidarités, l'intégration et la cotisation au centre agricole, la bonne gestion, la rationalisation et la transparence : ateliers de formation sur les pratiques de coopérative agricole, élaboration d'outils de gestion et d'administration de PME, rencontres et ateliers dans la recherche de synergies avec les structures de mutuelles coopératives existantes, vulgarisation des initiatives prises au niveau des bénéficiaires et membres du centre, etc.
- Axe Sensibilisation des Acteurs et des Communautés (SAC) en appui au renforcement et à la dynamisation de l'Alliance PROSAN : (1) Rencontres avec les leaders et les représentants des organisations communautaires de base (OCB) ; (2) Atelier de promotion de l'Alliance pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PROSAN) ; (3) Ateliers de sensibilisation des acteurs agricoles, exploitants et consommateurs, sur les maladies des plantes et les soins phytosanitaires, les changements climatiques et la résilience aux chocs avec le support de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) du MARNDR dans le Sud-Est.

B) CONTEXTE

Situation globale d'Haïti

L'économie haïtienne a depuis longtemps reposé sur l'agriculture. En dépit des problèmes structureaux récurrents, le secteur agricole continue à jouer un rôle important dans l'économie globale du pays et se place au deuxième rang après le secteur commerce, restaurants et hôtels. Selon les chiffres de la Banque de la République d'Haïti (BRH), en 2016, le secteur « agriculture, sylviculture et pêche » représente 20.35% du Produit Intérieur Brut (PIB). Il existe environ 1 million d'exploitants agricoles dans le pays et le secteur agricole occupe environ 60% de la population active (MARNDR, 2010). Les exploitations agricoles produisent environ 45% des produits de consommation alimentaire du pays et sont généralement constituées de plusieurs parcelles (2 ou 3 en moyenne) de taille réduite (0,62 ha/parcelle en moyenne). Selon la FAO, la majorité de ces parcelles sont exploitées par leur propriétaire, en particulier en faire valoir direct. Le secteur agricole produit des denrées utiles à l'alimentation de la population haïtienne et aussi à l'exportation, permettant ainsi de réduire le déficit de la balance commerciale du pays. Cependant, depuis des années, ce secteur n'arrive pas à répondre aux besoins de la population. En effet, de 1997 à 2004, le PIB agricole en termes réels a diminué de 14%, de 3.6 à 3.1 milliards de gourdes, avant de remonter légèrement à 3.2 milliards de gourdes en 2016 (BRH, 2016). Parallèlement, la population a connu une croissance annuelle

de 2.5% entre 1997 et 2003 (IHSI, 2009). Les produits d'exportation, tel que le café, ont largement diminué de même que les produits substitués des importations (riz, maïs, haricot etc.). Cette dégradation de l'agriculture est due à des bouleversements sociopolitiques et économiques complexes. Elle contribue à l'augmentation de la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur et à l'insécurité alimentaire de la population.

La relance des activités économiques destinée à l'alimentation des populations est aujourd'hui une priorité nationale. La Coopération Espagnole entend appuyer les producteurs et les productrices au développement efficace et efficient du secteur agricole à travers l'alliance pour la Promotion de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PROSAN) dans le Département du Sud-Est.

Par ailleurs, selon IHSI (2015), sur le plan démographique, Haïti, État indépendant de la Caraïbe, a une population de 11 411 527 habitants avec 5 659 140 de sexe masculin et 5 752 387 de sexe féminin. Étant tributaire d'une instabilité politique quasi permanente, l'économie haïtienne ne cesse de péricliter par la pauvreté grandissante des couches vulnérables et les disparités au niveau du PIB, le PIB par habitant étant de 870 \$ en 2018 avec un indice de développement humain le classant 168 sur 189 pays. Plus de 6 millions d'haïtiens vivent en-dessous du seuil de pauvreté avec moins de 2.41 \$ par jour, et plus de 2.5 millions sont tombés en-dessous du seuil de pauvreté extrême, ayant moins de 1.23 \$ par jour ». En fait, l'instabilité politique a entravé le développement économique et social d'Haïti. En 2019, le pays fait face à une dépréciation monétaire rapide et fulgurante (près de 30%), des taux d'inflation élevés (près de 20%) ainsi qu'à une contraction voire une récession du PIB (estimé à 0.5%) ». De plus, Haïti reste extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles, principalement aux ouragans, aux inondations et tremblements de terre. Plus de 96% de sa population est exposée aux aléas naturels.

En effet, depuis juillet 2018, Haïti fait face à des turbulences sociopolitiques traduisant un malaise économique sans précédent dans le pays. Cette crise s'est accentuée dès la fin du mois de septembre 2019 avec le « pays-lock », qui a pour conséquences immédiates la hausse des prix de produits de première nécessité, la fermeture des entreprises et la perte d'emplois comme corollaire. Le taux d'inflation fluctue autour de 17 % et le taux de chômage avoisine 14 % de la population en âge de travailler (Banque Mondiale, 2020). Dans son communiqué du mois de novembre 2019, la Banque de la République d'Haïti (BRH), a donné des chiffres alarmants concernant la croissance du PIB, qui se veut négative de l'ordre de 0,6 % à -0,1 %. Classé parmi les pays les plus pauvres, 168e sur 180 au dernier classement de l'ONG Transparency International, les plus inégalitaires et les plus corrompus du monde, Haïti est en état d'instabilité chronique depuis le soulèvement populaire des 6 et 7 juillet 2018, suite à l'augmentation des prix de l'essence aux pompes.

L'insécurité alimentaire et la malnutrition aggravantes accroissent la vulnérabilité de millions d'haïtiens déjà confrontés au faible développement local et à la pauvreté. L'aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) a démontré que près de 2,6 millions de personnes sont extrêmement vulnérables et auront besoin d'une assistance humanitaire urgente en 2019, ayant été affectées par au moins une crise (ouragan, séisme, sécheresse, déplacements de population, épidémies de choléra, malaria et diphtérie) au cours des dernières années. Ces multiples chocs ont affaibli la capacité des personnes les plus vulnérables à répondre à leurs besoins vitaux, et ont eu un impact négatif sur l'accessibilité aux services de base, exigeant un renforcement de l'assistance humanitaire. Des mouvements sociaux contre l'augmentation du coût de la vie et des protestations contre la gouvernance des pouvoirs publics ont touché le pays tout au long de l'année et en particulier en juillet 2018 à la suite de l'augmentation du prix des produits pétroliers d'une hausse entre 38% et 51%. Au cours de la même période, le prix du panier alimentaire de base a enregistré une augmentation de 3% entre le premier et le deuxième trimestre de 2018, et une hausse de 8% en comparaison entre les deuxièmes trimestres de 2018 et 2017. La dépréciation de la Gourde haïtienne (HTG) par rapport au Dollar américain (\$US), ainsi que l'augmentation de l'inflation tout au long de l'année 2018, ont aussi impacté fortement le pouvoir d'achat des ménages haïtiens désormais incapables de se financer ou de se prendre charge.

La pandémie du COVID-19 accentue la situation déjà alarmante de la sécurité alimentaire en agissant sur l'alimentation haïtienne fortement dépendante de l'importation, avec la réduction de la circulation humaine et la fermeture des frontières avec la République Dominicaine vont diminuer les rentrées de produits

alimentaires. De plus, le retard inquiétant dans le calendrier pluviométrique (généralement commencé en mi-mars) prévoyant déjà des baisses de productivité agricole et également des baisses de productions dans les zones exploitées sous régime pluvial, s'enchaîne avec le COVID 19 décapitalisant davantage les ménages agricoles en raison du fait que les récoltes d'hivers n'arrivent pas pleinement au marché, laissant un manque à gagner en revenu pour les paysans. D'autres risques de décapitalisation des ménages agricoles aux dépens de la production agricole pour des urgences sanitaires et de santé en lien avec le Covid19 sont aussi importants à considérer. Toutefois, l'Institut Haïtien d'Observation des Politiques Publiques (INHOPP) voit la pandémie COVID 19 comme une fenêtre d'opportunités pour le secteur agricole. Des investissements dans la production agricole devront faciliter la disponibilité alimentaire au profit des familles rurales aujourd'hui totalement enclavées du reste du pays.

Filière gingembre (nom scientifique : Zingiber officinale)

Dans le cadre de ces Termes de Référence, notre intérêt porte sur la production du gingembre. Le gingembre reste l'une des plus importantes épices à travers le monde. Elle est d'une importance économique majeure à travers le monde ; car, elle permet de générer des ressources pour les producteurs. C'est une herbacée annuelle vivace grâce à son rhizome charnu, allongé et formé de plusieurs ramifications tubéreuses et noueuses. Le gingembre est originaire du Sud-Est asiatique. C'est une large famille constituée de 47 genres et 1 400 espèces (Parthasarathy et al., 2012). D'autres auteurs rapportent que cette famille est divisée en 53 genres et plus de 1200 espèces qui se répartissent à travers l'Asie, les Iles du Pacifique et l'Afrique. Le gingembre est une épice d'une grande importance compte tenu de ses vertus médicinales. Cette espèce contient de nombreux composés tels que les gingéroles, les gingerdiols et les gingerdiones (Colleen et al., 2012). Ces composés possèdent une activité antioxydante élevée. Dans la médecine chinoise, le gingembre est traditionnellement utilisé pour traiter les problèmes d'estomac et d'indigestion, de diarrhée, de nausée, le rhumatisme, les maladies nerveuses, les maux de dents, l'asthme, la constipation, le diabète, etc. La plante représente donc une plante d'intérêt majeur pour la pharmacopée.

Par ailleurs, le gingembre est très utilisé en Haïti pour ses vertus médicinales et comme aromatique dans le culinaire local. Il est considéré comme un remède pour les nourrices (nouvelles mamans) et sert à soulager les maux et les maladies digestifs. Il contient des éléments clés tels que les composés phénoliques qui ont la capacité de réduire les irritations du système digestif et stimulent la production de la salive et de la bile. Le gingembre est également utilisé pour soulager les nausées chez les femmes enceintes.

Le gingembre a été introduit en Haïti il y a plusieurs dizaines d'années. Il est cultivé dans divers départements du pays notamment dans le Sud-Est. Mais sa culture reste peu répandue et sa production est limitée sur de petites superficies malgré ses nombreuses vertus. Le gingembre est considéré comme une culture de rente. Il joue un rôle économique de plus en plus important pour les producteurs. Au niveau national, les institutions en charge de l'agriculture ne disposent pas de données pertinentes concernant la culture du gingembre et de plus le système de production ne respecte aucun itinéraire technique.

Cette étude vise à caractériser le système de production de la culture dans le but de mieux faire connaître l'espèce et de mettre en exergue ses potentialités.

C) FORMULATION DE LA CONSULTATION

Les présents Termes de Référence (TdR) vise à recruter un-e spécialiste de la filière de production de gingembre afin de mieux comprendre la chaîne de valeur en Haïti en particulier dans le département du Sud-Est prioritairement dans la zone du projet, une filière de production d'échelle à niveau national, son importance pour les moyens de subsistance en milieu rural et urbain ainsi que les habitudes de consommation locales, les facteurs de production et contraintes qui affectent les producteurs et les productrices, les intermédiaires et les entreprises et exploitants dans la transformation, etc.

Cette consultation s'apparente donc à un travail de recherche et d'étude de la filière de gingembre dans le département du Sud-Est proposant une actualisation de la documentation disponible actuellement et des stratégies claires ou méthodes d'accompagnement des producteurs et des productrices.

Groupes cibles

L'ensemble des exploitants de la chaîne de la production à la consommation de la filière de gingembre. Il s'agit des producteurs et des productrices de gingembre évoluant dans la filière dans le département du Sud-Est d'Haïti et plus spécifiquement au niveau de la région agricole de Cap-Rouge et du Quartier de Marbiale. Les petits producteurs locaux qui cultivent sur des superficies inférieures ou supérieures à 1 hectare sont les principaux groupes ciblés. Puis, les négociants et les commerçants, les entreprises et les coopératives de transformation, les initiatives mutualistes ou associatives de promotion du gingembre, les entrepreneurs individuels ou hommes d'affaires qui participent aux échanges économiques et en tirent profit.

Les titulaires de droit du projet actuel constituent le groupe de base pour la collecte des informations. Ces derniers se répartissent dans l'Arrondissement de Jacmel au niveau des communes de Jacmel et Cayes-Jacmel.

Enfin, tous les producteurs individuels, grands et petits ; les vendeurs, les commerçants de produits dérivés, les entreprises et les associations de production et/ou de transformation et l'ensemble des consommateurs et consommatrices dans le département du Sud-Est.

Objectifs de la consultation

Elaborer et présenter un diagnostic de la filière de production de gingembre dans le département du Sud-Est en particulier dans les zones d'exécution du projet en prenant en compte les objectifs poursuivis par le projet pour l'axe d'appui à la filière de production du gingembre.

Plus précisément cette étude de la filière du gingembre a pour objectifs :

- Examiner le marché de la chaîne de valeur du gingembre dans le département du Sud-Est d'Haïti des Côtes-de-Fer aux Anse-à-Pitre en comparaison avec des données existantes et des études antérieures menées en Haïti dans la filière, en mettant l'accent sur les producteurs, les intermédiaires et les consommateurs qui en tirent leur subsistance et sur les impacts sur l'environnement et des changements climatiques ;
- Montrer les différents rôles des hommes et des femmes dans la filière au sein des organisations et des entreprises qui œuvrent dans sa production et sa transformation en notant les barrières sociales et les discriminations de genre liées à la participation des femmes dans le développement de cette production ;
- Expliquer le rôle du gingembre dans les habitudes de consommation quotidienne des populations locales, la sécurité alimentaire des familles et des couches vulnérables, et le traitement médicinal chez les populations en prenant en compte l'analyse des politiques publiques du secteur de l'agriculture ;
- Enumérer les risques sanitaires en décrivant de manière détaillée les conditions de production et le poids des pertes causées par les maladies et les ravageurs, le mode d'organisation et les réactions des producteurs afin de protéger les plantes et les récoltes ;
- Proposer, expliquer des méthodes de rentabilisation de la filière spécialement en faveur des producteurs et des productrices qui résident dans la zone du projet, les moyens de limiter les impacts sur l'environnement, le renforcement des capacités techniques.

Méthodologie

Cette étude se veut une revue de la littérature et une analyse de la situation de la filière du gingembre. Elle doit passer en revue les travaux antérieurs réalisés dans la filière en Haïti à la lumière des notions théoriques et l'organisation réelle des structures de production. Le consultant ou la consultante charpentera son travail à partir des approches de la recherche-action. De plus, des données empiriques seront collectées et décrites afin de mettre au point des connaissances nouvelles et des apprentissages pratiques.

Il ou elle entreprend au moins les activités suivantes :

a) **Recherche bibliographique**

Etablir le répertoire des documents disponibles sur l'approche filière, les méthodes d'étude et particulièrement de la filière du gingembre en Haïti.

b) Consultation et synthèse de la documentation

Les documents d'intérêt ont été consultés et les points susceptibles d'alimenter les réflexions et analyses ont été relevés.

c) Analyse des points saillants

Une mise en relation des archives des différentes études de la filière et des documentations a permis de dégager une compréhension explicite de la filière et d'en faire une synthèse de la connaissance disponible.

d) Collecte et analyse de données empiriques sur le terrain

La description de l'organisation de la filière et de la situation socio-économique des producteurs, intermédiaires et consommateurs. L'établissement d'un échantillonnage basé sur la méthode probabiliste, l'utilisation des statistiques appliquées, la formulation d'une méthodologie de cas.

Période d'exécution prévue

La consultation s'étend sur une période maximale de quatre (4) mois à partir de la date de la signature.

D) ACTEURS IMPLIQUÉS

Les acteurs impliqués dans le cadre de cette consultation et qui peuvent agir comme informateurs clés sont :

TITULAIRES DE DROITS

- Producteurs et productrices de Gingembre
- Entreprises et coopératives agricoles
- Associations de planteurs
- Négociants et commerçants de la filière du gingembre
- Consommateurs finaux

TITULAIRES D'OBLIGATIONS :

- Direction Départemental de l'Agriculture (DDA)
- Unité de Protection Sanitaire (UPS)
- Bureau Agricole Communale (BAC)
- Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rurales (MARNDR)
- Conseil d'Administration de la Section Communale (CASEC)
- Mairie
- Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)

TITULAIRES DE RESPONSABILITÉ

I) Mouvement d'Intégration pour la Promotion Sociale : MIPROS :

- Equipe Locale du Projet et Bureau Programme (Chargé de projets, Coordonnateur Technique, Technicien Agricole, autres facilitateurs, etc.)
- Direction Exécutive

AUTRES ACTEURS :

- Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (FAMV) de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH)
- Centre et institution de recherche
- Organisations de la Société Civile (OSC)
- Autres ONGs et organisations sociales et/ou de producteurs

D) Livrables

Les livrables suivants sont attendus :

- 1- Classification des ravageurs, insectes et maladies du gingembre ;
- 2- Proposition d'une méthode pour lutter contre les insectes, ravageurs et maladies du gingembre ;
- 3- Cartographies détaillées avec géolocalisation et référencement GPRS des zones de plantation du gingembre dans le département du Sud-Est ;

- 4- Fiches d'enquêtes remplies et tabulations ;
- 5- Rapport d'étude du gingembre validée par le MARNDR ;
- 6- Liste des organisations et entreprises de la filière du gingembre.

E) PROFIL DU CONSULTANT OU DE LA CONSULTANTE

Profil du consultant ou de la consultante

- Minimum Master en agronomie avec option végétale, sciences du développement ;
- Expertise et/ou spécialité dans la filière du gingembre ;
- Au moins dix (10) années d'expérience professionnelle dans le domaine de la recherche et de l'agriculture ayant travaillé dans la filière de production du gingembre 5 ans minimum ;
- Chercheur et maîtrise des méthodes de la recherche-action, des statistiques appliquées ;
- Capacité de mobilisation sociale et d'animation ;
- Bonnes habiletés de communication et en rédaction de rapports ;
- Parler et écrire couramment le créole, le français, l'espagnol un atout.

Documents à soumettre de la candidature

Les documents suivants doivent être soumis au moment de la candidature :

- 1- Lettre de motivation ;
- 2- Curriculum vitae et profil détaillé du/de la candidat-e ;
- 3- Copie diplôme de master ;
- 4- Autres copies de diplômes et certificats ;
- 5- Lettre de référence (optionnelle) ;
- 6- Proposition technique pour l'étude incluant calendrier détaillé des activités (n'excédant pas 10 pages interligne simple caractère Arial 10 ;
- 7- Proposition financière détaillée (maximum 1 page).

F) CRITÈRES D'ÉVALUATION DES CANDIDATS

Critère	Pointage	
I- Qualité de la proposition	Coefficient sur 25	
I-1. Méthode		Pointage sur 5
I-2. Calendrier		Pointage sur 5
I-3. Cohérence		Pointage sur 5
I-4. Respect des TDRs		Pointage sur 10
II- Proposition financière	Pointage sur 30	
II-1. Respect du barème		Pointage sur 20
II-2. Budget détaillé		Pointage sur 10
III- Profil	Pointage sur 20	
III-1. Formation académique		Pointage sur 10
III-2. Autres formations		Pointage sur 10
IV- Expériences antérieures	Pointage sur 25	
IV-1. Domaine similaire		Pointage sur 10
IV-2. Domaine connexe		Pointage sur 10
IV-3. Domaine différent		Pointage sur 5
Total		Pointage sur 100

Date limite pour les candidatures

4 Août 2023 à 4h PM au plus tard (heure locale)

Procédure pour la soumission des candidatures

Les candidatures seront envoyées en même temps aux adresses e-mails suivants :

1. Courriers électroniques : jean.closter.julien@mipros.org ; jean.auguste.noel@mipros.org.
2. Mention du titre du poste dans l'objet du message : **Consultant-e Etude Gingembre**

N.B : Seul(e)(s) les candidat(e)(s) sélectionné(e)(s) seront contacté(e)(s).

Date de publication : 13 Juillet 2023